

3^{es} Rencontres nationales des luttes de l'immigration

POUR
UN FRONT UNI
DES ORGANISATIONS
DE L'IMMIGRATION
ET DES QUARTIERS POPULAIRES

dédiées à Frantz Fanon
25-27 novembre 2011 – Créteil

Programme

vendredi 25 novembre — après-midi

Descendants de l'immigration et situation internationale

L'immigration postcoloniale et ses enfants sont le résultat de la violence coloniale et impérialiste. Par de multiples moyens et avec de nouveaux discours celles-ci perdurent. Elles suscitent des résistances, des révoltes et des révolutions que nous avons à soutenir ici. De multiples campagnes idéologiques visent à nous éloigner de cette solidarité militante : discours sur l'allégeance, sur l'importation du conflit «israélo-palestinien», sur le soutien à la démocratie et aux révolutions arabes, etc.

L'impérialisme existe encore

Les indépendances de la décennie 60 n'ont pas mis fin à l'exploitation coloniale qui s'est tout simplement fardé du nouvel habit du néocolonialisme. Le monde reste structuré par une division internationale inégale du travail de type colonial. L'écart scandaleux entre le Nord dominant et le Sud dominé ne cessent de s'accroître. Pour ce faire les pays impérialistes ont besoin de gouvernements qui leur sont inféodés. La françafrique est plus que jamais une réalité. Ce n'est que lorsque la révolte des peuples rend impossible le soutien qu'ils abandonnent ces marionnettes mais pour mieux tenter de les remplacer par de nouveaux figurants. Enfin ces dernières années se sont caractérisées par un nouveau cycle de guerres d'interventions coloniales et le soutien à l'État d'Israël n'a jamais faiblit. Quel rôle et quelles actions pour les organisations de l'immigration et de ses descendants dans le combat anticolonial et anti-impérialiste ?

Les révolutions arabes et africaines et les tentatives d'instrumentalisation

Les processus révolutionnaires qui se sont déployés et qui se déploient en Tunisie et en Egypte ont été un démenti vivant aux multiples campagnes idéologiques méprisantes et humiliantes concernant le monde arabe et africain : peuples non prêts à la démocratie, islam comme responsable du sous-développement, etc. Ils ont suscités une fierté légitime dans les quartiers populaires. Ils ont également fait peur aux puissances impérialistes les contraignant à changer de discours et de stratégie. Au niveau du discours ces révolutions sont présentées comme le «1789 arabe» alors qu'elles sont la reprise des révolutions anticoloniales inabouties. Au niveau des stratégies ces puissances prétendent désormais soutenir ces révolutions soit pour les canaliser, soit pour justifier des guerres coloniales. Notre histoire nous a appris

que jamais la libération ne peut venir de l'extérieur et bien sur en aucun cas des puissances impérialistes. Sur cet aspect également notre responsabilité est engagée et notre mobilisation nécessaire.

samedi 26 novembre — matinée

La mémoire au service des luttes aujourd'hui

Nous sommes les héritiers de décennies de luttes anticoloniales et de combats de l'immigration pour l'égalité. Apprendre de ces luttes est une nécessité non pas par «devoir de mémoire» mais parce que les oppressions et inégalités d'hier qui les ont suscitées se reproduisent aujourd'hui.

Frantz Fanon :

Frantz Fanon a été un éveilleur des consciences pour des générations de militants anticoloniaux et anti-impérialistes. Son expérience et ses théorisations sont d'une actualité brûlante : son analyse de la décolonisation comme processus révolutionnaire inaboutie ; Celle du colonialisme et de l'impérialisme comme violent par nature suscitant en retour une violence légitime des dominés ; Celle des mécanismes de l'aliénation et du combat contre elle ; etc. Toutes ces théorisations et la vie même de Frantz Fanon font écho aujourd'hui aux nouvelles guerres impérialistes, aux révoltes de novembre 2005, aux discours aliénants sur l'intégration, à l'islamophobie, etc.

Le 17 octobre 1961

Le crime d'État du 17 octobre 1961 commence grâce à nos mobilisations à être l'objet de multiples commémorations. Ce crime colonial et de classe ne peut pas être le simple fait d'un préfet mais est au contraire une décision consciente de l'État français dans le contexte de décolonisation. Le traitement d'exception sur le territoire français que montre le 17 octobre 1961 perdure jusqu'à aujourd'hui comme en témoigne le «couver-feu» de novembre 2005, les contrôles aux faciès et plus largement le rapport de la police avec les habitants des quartiers populaires.

Les crimes racistes

Dans leur grande majorité, les quartiers populaires de l'ensemble du territoire ont vécus des drames se traduisant par la mort : d'immigrés, de français issus de l'immigration et de jeunes. Les scénarios tendent à se ressembler, de même que les impunités des responsables. Loin de n'être que la succession de situations individuelles, ces assassinats sont le résultat de facteurs objectifs : autorisation au passage à l'acte par les discours gouvernementaux, politiques et médiatiques, rap-

port de la police aux quartiers populaires, contrôles abusifs prenant des dimensions d'humiliation, etc. Les luttes pour réagir et obtenir justice sont désormais nombreuses : nous avons à les connaître pour mieux lutter.

Les luttes multiformes de l'immigration

Si l'immigration et ses enfants sont dominés, ils ne sont pas soumis. Les luttes menées sont multiples : dans l'entreprise, les quartiers, au niveau local et national, contre les discriminations racistes, pour l'acquisition des droits syndicaux et politiques, etc. Ces combats militants ont été confrontés à des difficultés similaires : autonomie et alliance, accusation de diviser les travailleurs, précarités des militants, etc. Quelles leçons tirer de ce patrimoine ? Comment transmettre cet héritage aux nouvelles générations de militants ?

samedi 26 novembre — après-midi

Les luttes d'aujourd'hui

Les attaques contre l'immigration et ses enfants ne cessent de s'accroître ces dernières années. Les campagnes idéologiques se déploient pour construire l'immigration et ses enfants comme « dangers », comme « sexistes », comme « antirépublicains », comme coûteux pour les finances publiques, etc. De nouvelles cibles sont prises : les femmes que l'on prétend défendre, les Chibanis à qui l'on dénie les droits les plus élémentaires, les quartiers populaires qui sont criminalisés, les musulmans qui sont diabolisés. Ces campagnes ont une base matérielle : elles visent à masquer la réalité sociale et les révoltes qui peuvent en découler : paupérisation, précarisation, division ethnique du marché du travail, discriminations sexistes et racistes, etc.

Les luttes des femmes

Les femmes issues de l'immigration ont développées des luttes importantes ces dernières années : personnels des hôtels, des avions et des aéroports, sans-papiers, contre la loi d'interdiction du foulard à l'école aujourd'hui étendue aux mères de familles voulant accompagner leurs enfants lors des sorties scolaires, etc. Ces luttes reflètent la place assignée aux femmes issues de l'immigration dans l'économie : les emplois les plus flexibles, les plus précaires, les plus dangereux, etc. Elles menacent de rendre visible la construction d'une hiérarchisation raciste et sexiste de la société française. Les campagnes idéologiques étatiques et médiatiques visent à éviter cette visibilité : islamophobie, Ni putes ni soumises, diabolisation du garçon arabe, etc. Le soutien à ces luttes est essentiel, de même qu'est fondamental le combat contre l'instrumentalisation des luttes féminines à d'autres fins. Comment mener ce double combat ? Comment l'organiser ?

Les Chibanis

Les attaques contre les droits des personnes âgées immigrées se sont développées ces dernières années. Les tracasseries administratives ne cessent de s'accroître et servent de prétexte au déni des droits acquis par une vie entière de labeurs et d'exploitations. Ces pratiques scandaleuses soulignent le statut qui est encore le notre : nous ne sommes perçus que comme simple force de travail qui peut être rejetée après son épuisement. Pour nous ces pratiques ne sont rien d'autres que des humiliations et des atteintes à notre dignité. Comment structurer ce combat ?

L'islamophobie

L'islamophobie est une réalité indéniable de la société française. Elle n'est pas un fait incompréhensible issu uniquement de la méconnaissance. Elle tire ses racines de toute l'histoire coloniale et de la javellisation de l'histoire qui a suivi les indépendances. Elle a comme facteur les silences des livres d'histoires et des médias sur l'histoire réelle. Surtout elle se développe aujourd'hui fortement parce qu'elle est étatiquement portée par de multiples campagnes : le foulard qui menace la laïcité, l'identité nationale, l'exigence d'allégeance, etc. Elle a enfin comme un de ses résultats l'autorisation du passage à l'acte raciste. Comment combattre cette machine à intimider visant à nous faire renoncer à l'égalité ?

Les quartiers populaires

Les mouvements sociaux qui secouent nos quartiers ne sont pas des émeutes mais des révoltes contre la situation scandaleuse qui est la notre. Depuis trois décennies les processus de paupérisation, de précarisation et de discrimination ont été d'une violence énorme pour les habitants des quartiers populaires. Une telle situation ne pouvait (et ne peut à l'avenir) que produire des révoltes dont la légitimité est incontestable. La violence des révoltes est comme à l'époque coloniale le produit de la violence de la domination. Les révoltes en Angleterre cette année ont mis en évidence la préparation à la répression qui est mise en place. Ici aussi la même préparation est en cours. Sur cet aspect aussi nous devons construire la résistance.

dimanche 27 novembre — matinée

Vers un front uni des organisations de l'immigration

La dernière séance de nos rencontres est consacrée aux perspectives de luttes communes. Nous pensons en effet qu'au-delà des analyses et stratégie des uns et des autres, un front uni est possible et nécessaire : quelles initiatives communes ? Quelle structuration pour ce front uni ?

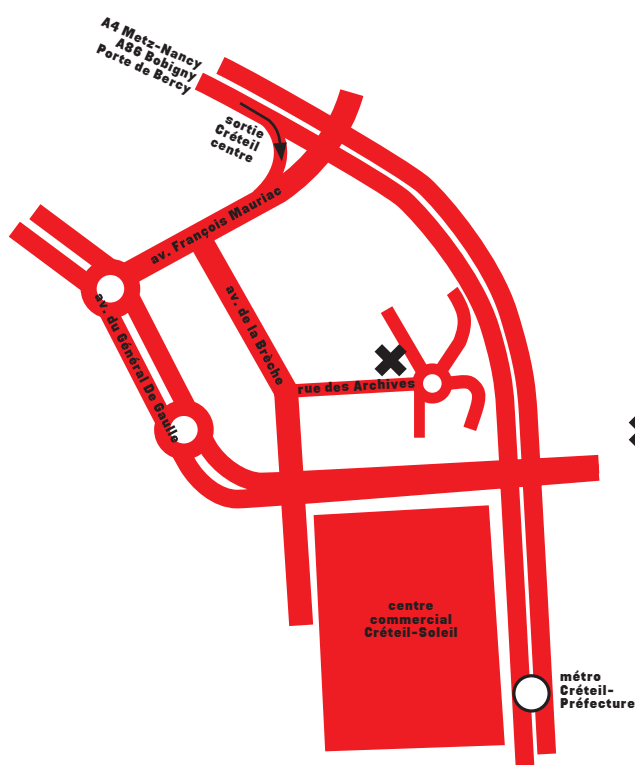
Déclaration commune Forum Social des Quartiers Populaires / Troisièmes Rencontres nationales des luttes de l'immigration

Depuis plusieurs années le Forum Social des Quartiers Populaires mobilise des militants de l'immigration et des quartiers populaires de l'ensemble du territoire pour tenter de produire les conditions de l'émergence d'une organisation et d'une parole politique autonome de ces quartiers. Plus récemment, les « Rencontres nationales des luttes de l'immigration » qui en sont à leur troisième édition se sont mises en place afin de partager les expériences militantes et d'envisager des perspectives communes. Les organisateurs de ces deux initiatives appellent cette année à les faire converger en les rendant complémentaires. Le débat sur les perspectives qui s'enclenchera lors de la première initiative pourra ainsi être poursuivi lors de la seconde.

La situation faite à l'immigration et aux quartiers populaires depuis plusieurs décennies, la paupérisation, la précarisation et la discrimination qui touchent leurs habitants, les attaques grandissantes qu'ils subissent (contrôles au faciès, crimes racistes, déni des droits les plus élémentaires : au logement, à la santé, etc.) rendent nécessaire une dynamique de convergence susceptible d'accroître la force des initiatives militantes qu'exige la situation. Dans le respect des choix de chacun, il est possible d'envisager un espace militant commun, un front uni des organisations de l'immigration et des quartiers populaires. C'est à cela que nous voulons travailler en appelant à la convergence des initiatives.

Paris, le 2 octobre 2011.

site :
www.luttesdelimmigration.tou-te-s.org
contact:
06 63 86 03 17



plan d'accès

✗ Maison départementale des syndicats Michel Germa
11-13 rue des Archives - 94000 Créteil

Accès :

Métro : Créteil-Préfecture, ligne 8

Bus : 117, 317, 181, 281, 308

arrêt Créteil-Préfecture

Route :

A4 → sortie Créteil

A86 → sortie Créteil centre

Voie rapide CD1 → sortie Hôtel du Département